



ᐱᓕᓕᓕᓕᓕᓕᓕᓕ ᐱᓕᓕᓕᓕᓕᓕ ᐱᓕᓕᓕᓕᓕᓕᓕ ᐱᓕᓕᓕᓕᓕᓕ  
NUNAVUMI MALIGALIUQTIT  
NUNAVUT LAW FOUNDATION  
LA FONDATION DU DROIT DU NUNAVUT

## **RAPPORT ANNUEL**

Pour l'année se terminant le 31 décembre 2019

## INTRODUCTION

- Création** La Fondation du droit du Nunavut (la Fondation) a été créée le ou vers le 12 janvier 2001 lorsque la Law Foundation of the Northwest Territories lui a transféré la part de ses immobilisations devant revenir au Nunavut.
- Pouvoir** La Fondation est établie par et détient ses pouvoirs en vertu de la partie VII de la *Loi sur la profession d’avocat*, L.R.T.N.O 1988, et c. L -2, (la « Loi ») tel que modifiée pour le Nunavut en vertu de l’article 76.05 de la *Loi sur le Nunavut* (Canada).
- Directeurs** En vertu de l’article 52 de la Loi, la Fondation est régie par un conseil d’administration composé de quatre personnes nommées par le Barreau du Nunavut (le « Barreau ») parmi ses membres et une personne non-membre nommée par le ministre. En vertu de la Loi, les administrateurs ont le pouvoir décisionnel sur tous les aspects de leur gouvernance et ils doivent remettre un rapport sur leurs activités au Barreau chaque année.

Les administrateurs de la Fondation au 31 décembre 2019 :

- Nommés par le Barreau :**
- |                          |                                                  |
|--------------------------|--------------------------------------------------|
| <b>Marie Belleau</b>     | <b>Présidente, Iqaluit</b><br>(depuis août 2017) |
| <b>Kyle DeYoung</b>      | <b>Administrateur, Halifax</b>                   |
| <b>Sarah Arngna’naaq</b> | <b>Administratrice, Yellowknife</b>              |
| <b>Michael Chandler</b>  | <b>Administrateur, Iqaluit</b>                   |
- Nommée par le ministre :**
- |                    |                                                           |
|--------------------|-----------------------------------------------------------|
| <b>Lisa Tootoo</b> | <b>Administratrice – Représentante du public, Iqaluit</b> |
|--------------------|-----------------------------------------------------------|
- Administratrice de la Fondation :** **Nalini Vaddapalli**

**Vérificateurs** Les vérificateurs de la Fondation sont Lester Landau, comptables agréés, Iqaluit.

Pour de plus amples renseignements quant aux activités de la Fondation, ou pour faire une demande de subvention, veuillez communiquer avec Mme Nalini Vaddapalli à l’adresse suivante :

La Fondation du droit du Nunavut  
C.P. 69  
Iqaluit, NU  
X0A 0H0  
Téléphone : (867) 979-2330  
Télécopieur : (867) 979-2333  
Courriel : [administrator@nulf.ca](mailto:administrator@nulf.ca)

## **MANDAT**

La Fondation du droit du Nunavut offre des subventions pour encourager et appuyer des projets et des initiatives qui contribuent généralement à faire progresser la connaissance du droit et à promouvoir un plus grand accès à la justice au Nunavut.

En vertu de l'article 57(2) de la Loi, tous les membres du Barreau sont tenus de maintenir un compte en fidéicommiss portant intérêt auprès d'une banque qui détient des fonds en fiducie pour les clients liés aux transactions d'ordre juridique au Nunavut et de demander à la banque de remettre à la Fondation les intérêts générés sur ces fonds. Toutefois, depuis la création de la Fondation, très peu des membres du Barreau ont remis les intérêts générés provenant d'un compte en fiducie.

Comme solution de remplacement nécessaire, le Barreau perçoit auprès de tous ses membres une cotisation exceptionnelle (cotisation sur compte en fiducie) qui représente actuellement la source de ses revenus. Les intérêts et les capitaux de son fond sont utilisés pour :

- I.** Mener et contribuer à la recherche relative aux réformes législatives et à l'amélioration de l'administration de la justice et formuler des recommandations à cet égard;
- II.** Contribuer à la création, au maintien et au fonctionnement des bibliothèques de droit;
- III.** Contribuer à l'éducation et aux connaissances juridiques des membres et de la population du Nunavut et fournir des programmes et des installations à cette fin;
- IV.** Octroyer des bourses pour l'étude du droit ou de sujets connexes; et
- V.** Appuyer les programmes d'aide juridique, les programmes de justice réparatrice et autres programmes semblables.

## **RAPPORT DE LA PRÉSIDENTE**

### **Composition du conseil d'administration**

Nommée présidente en août 2017, je siège au conseil d'administration de la Fondation du droit du Nunavut depuis mai 2014. Les autres administrateurs nommés par le Barreau sont Kyle DeYoung, et les nouveaux administrateurs cette année sont Sarah Arngna'naaq et Michael Chandler. L'administratrice que représente le public est Lisa Tootoo. Tous les postes du conseil sont pourvus.

Nous tenons à remercier Thomas Lemon pour toutes les années (2013-2018) qu'il a consacrées au bénévolat au sein de la Fondation.

### **Prix Lucien Ukaliannuk pour le droit ou les études liées au droit**

Décédé le 29 septembre 2007, Lucien Ukaliannuk était un aîné inuit respecté dans la communauté. Avant son décès, M. Ukaliannuk avait travaillé comme conseiller Inuit Qaujimajatuqangit au sein du ministère de la Justice du gouvernement du Nunavut à Iqaluit. Il avait également été l'instructeur de droit inuit et mentor de la première cohorte d'étudiants inscrits au programme de droit Akitsiraq. La Fondation souhaite honorer la mémoire de Lucien en offrant ce prix à des personnes méritantes qui poursuivent des études qui servent les objectifs de la Fondation.

En septembre 2019, le conseil a eu le plaisir de reconnaître quatre lauréats, dont la majorité participe au programme de droit du Nunavut. Tous les candidats ont fait preuve d'un profond engagement envers le Nunavut et nous leur souhaitons le meilleur succès dans leurs études. La Fondation a remis les prix Lucien Ukaliannuk pour un montant total de 14 000 \$ aux personnes suivantes :

- ❖ Nuka Olsen-Hakongak
- ❖ Emily Karpik
- ❖ Jessika Withers
- ❖ Marley Dunkers

## Lauréats du prix Lucien Ukaliannuk de 2019



**Marley Dunkers (à droite)**

Programme de la faculté de droit du Nunavut  
En compagnie de la présidente,  
Marie Belleau



**Jessika Whitters, Université d'Ottawa**



**Emily Karpik (à gauche)**

Programme de la faculté de droit du Nunavut  
En compagnie de la présidente,  
Marie Belleau



**Nuka Olsen-Hakongak (à gauche)**

Programme de la faculté de droit du Nunavut  
En compagnie de l'administratrice, Lisa Tootoo

## **Prix Upinnaqtuq**

Les prix Upinnaqtuq honorent la juge Beverly Browne, qui a été la première juge principale de la Cour de justice du Nunavut. Elle a démontré des grandes qualités de leadership au sein de la communauté et beaucoup d'engagement et de dévouement auprès des jeunes.

Par le biais des prix Upinnaqtuq, la Fondation du droit du Nunavut a remis près de 2 200 \$ à un groupe remarquable de jeunes Nunavummiut qui ont manifesté du leadership et un engagement envers le rétablissement de la paix et/ou la réhabilitation. Les lauréats des prix Upinnaqtuq pour 2019 sont :

❖ <b>Ashley Curley</b>	Arviat
❖ <b>John Ashevak</b>	Cape Dorset
❖ <b>Eden Aglukark</b>	Iqaluit
❖ <b>Lily Hickers</b>	Iqaluit
❖ <b>Simon McDonald</b>	Iqaluit
❖ <b>Mariah Erkloo</b>	Pond Inlet
❖ <b>Russell Kaput</b>	Rankin Inlet

## **Subventions générales**

Nous avons accordé des subventions générales d'un montant total de 9 500 \$ en 2019. Les bénéficiaires suivants ont reçu ces subventions :

### ❖ **Programme intensif de plaidoirie, 4-7 septembre 2020, Iqaluit**



Photo gracieuseté de Sara Siebert, membre du comité d'organisation

### ❖ **Barreau du Nunavut – développement professionnel continu**

Dans le cadre de son mandat, le Barreau du Nunavut doit s'assurer que les citoyens sont servis par des avocats compétents. La Fondation a donc été heureuse de continuer à promouvoir l'éducation et les connaissances juridiques des membres du Barreau en contribuant à la mise en place de programmes et d'installations à cette fin.

## **Bibliothèques de droit**

Une partie de notre mandat législatif est de contribuer à la création, à l'entretien et au fonctionnement des bibliothèques de droit. Ce projet de notre Fondation est en cours depuis plusieurs années et nous sommes heureux de l'avoir enfin complété. La Fondation fournit désormais une collection de documents qui répondent aux besoins des membres du Barreau et du grand public par le biais de la [Collection de renseignements et de ressources juridiques](#).

La Fondation remercie Cindy Kieu, ancienne présidente et administratrice de la Fondation, qui a dirigé cette importante initiative durant son mandat.

Vous pouvez en apprendre davantage sur l'initiative des bibliothèques communautaires dans le [Rapport annuel de 2018](#).

## **Association des Fondations canadiennes du droit (AFCD)**

La réunion annuelle de l'Association des Fondations canadiennes du droit a eu lieu au mois de septembre 2019 à Fredericton.

J'ai assisté aux réunions à titre de présidente de la Fondation, et j'ai profité de l'occasion pour continuer à discuter des possibilités de revenus pour la fondation, faire du réseautage et en apprendre davantage quant au fonctionnement des autres fondations juridiques du Canada.



## **Collection de ressources juridiques**

- Constitution autochtone du Canada (2010)
- Droit autochtone (2016)
- Droit canadien de la famille (2015)
- Rapport final de la Commission de la vérité et de la réconciliation du Canada : Les Inuits et l'expérience du Nord, v. 2 (2015)
- A Stranger at Home: A true story (2011)
- Indigenous Writes (2016)
- Saqiyuq: Stories from the Lives of Three Inuit Women (2001)
- Tammarniit (Mistakes): Inuit Relocation in the Eastern Arctic 1939-63 (1994)
- Images of Justice (2008)
- Martha from the North (DVD)
- Kikkik E -1 472 (DVD)

## **Autres remarques**

**Site Web :** La Fondation a mis à jour son site Web et dispose désormais d'une page Web autonome : [www.nunavutlawfoundation.ca](http://www.nunavutlawfoundation.ca). Cela permettra de faire la distinction entre la Fondation et la Société de droit du Nunavut, tout en offrant plus de clarté et une gestion simplifiée.

**Investissements :** Un examen de nos investissements a été effectué afin d'assurer que la Fondation maximise les intérêts. À ce titre, la Fondation a retenu les services de RBC Dominion Securities pour gérer le placement de ses fonds de réserve. Il s'agit d'un processus continu.

**Revenus :** Les revenus de la Fondation sont limités, surtout comparativement aux autres fondations canadiennes du droit, qui ont des millions de dollars de revenus par an, un personnel à plein temps, etc. Cependant, les besoins au Nunavut sont importants et les initiatives que la Fondation pourrait entreprendre et/ou appuyer avec plus de fonds sont considérables. Le Conseil d'administration étudie les moyens de maximiser les revenus de la Fondation afin de pouvoir mettre en œuvre tous les aspects de notre mandat au mieux de nos capacités. Les discussions sur les sources de revenus de la Fondation sont en cours.

**Communications :** Nous assurons une communication continue avec le public du Nunavut par le biais de notre site Web, d'affiches, de sensibilisation générale, etc. La Fondation continue de démontrer son engagement envers les langues officielles du Nunavut en veillant à ce que ses communications et documents publics soient disponibles en inuktitut, en français et en anglais.

Respectueusement soumis.

ᑭᑭᑭᑭᑭᑭ  
Qujannamiik,



ᑭᑭ ᑭᑭ ᑭᑭ  
Marie Belleau  
Présidente, Fondation du droit du Nunavut

## BILAN DES SUBVENTIONS OCTROYÉES

Prix Lucien Ukaliannuk pour études en droit ou liées au droit	14 000 \$
Subventions générales	9 500 \$
Prix Upinnaqtuq	2 173,63 \$
<hr/>	
<b>TOTAL</b>	<b>25 673,63 \$</b>

**NUNAVUT LAW FOUNDATION**  
**FINANCIAL STATEMENTS**  
December 31, 2019

---

---

**NUNAVUT LAW FOUNDATION**

**Index**

December 31, 2019

	<u>Page</u>
<b>Independent Auditors' Report</b>	1 - 2
<b>Financial Statements</b>	
Statement of Financial Position	3
Statement of Changes in Members' Equity	4
Statement of Operations	5
Statement of Cash Flows	6
Notes to the Financial Statements	7 - 8

**LESTER LANDAU**  
Chartered Professional Accountants



**Iqaluit**

PO Box 20, Iqaluit, NU, X0A 0H0  
Tel: 867.979.6603 Fax: 867.979.6493

**ᐃᖃᓗᐃᑦ**

ᐱᐱᖃᓗᐃᑦ 20, ᐃᖃᓗᐃᑦ, ᓄᓄᓂᑦ, X0A 0H0  
ᐅᖃᓗᐱ: 867.979.6603 ᐱᖃᓗᐃᑦ: 867.979.6493

**Rankin Inlet**

PO Box 147, Rankin Inlet, NU, X0C 0G0  
Tel: 867.645.2817 Fax: 867.645.2483

**ᖃᓕᓕᓗᐃᑦ**

ᐱᐱᖃᓗᐃᑦ 147, ᖃᓕᓕᓗᐃᑦ, ᓄᓄᓂᑦ, X0C 0G0  
ᐅᖃᓗᐱ: 867.645.2817 ᐱᖃᓗᐃᑦ: 867.645.2483

**Independent Auditors' Report**

To the Members of the Nunavut Law Foundation

**Opinion**

We have audited the financial statements of the Nunavut Law Foundation (the Foundation), which comprise the statement of financial position as at December 31, 2019, and the statements of changes in members' equity, operations and cash flows for the year then ended, and a summary of significant accounting policies and other explanatory information.

In our opinion, the accompanying financial statements present fairly, in all material respects, the financial position of the Foundation as at December 31, 2019 and its financial performance and its cash flows for the year then ended in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations.

**Basis for Opinion**

We conducted our audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards. Our responsibilities under those standards are further described in the *Auditors' Responsibilities for the Audit of the Financial Statements* section of our report. We are independent of the Foundation in accordance with the ethical requirements that are relevant to our audit of the financial statements in Canada, and we have fulfilled our other ethical responsibilities in accordance with these requirements. We believe that the audit evidence we have obtained is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion.

**Responsibilities of Management and Those Charged with Governance for the Financial Statements**

Management is responsible for the preparation and fair presentation of the financial statements in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations, and for such internal control as management determines is necessary to enable the preparation of the financial statements that are free of material misstatement, whether due to fraud or error.

In preparing the financial statements, management is responsible for assessing the Foundation's ability to continue as a going concern, disclosing, as applicable, matters related to going concern and using the going concern basis of accounting unless management either intends to liquidate the Foundation or to cease operations, or has no realistic alternative but to do so.

Those charged with governance are responsible for overseeing the Foundation's financial reporting process.

**Auditors' Responsibilities for the Audit of the Financial Statements**

Our objectives are to obtain reasonable assurance about whether the financial statements as a whole are free from material misstatement, whether due to fraud or error, and to issue an auditors' report that includes our opinion. Reasonable assurance is a high level of assurance, but is not a guarantee that an audit conducted in accordance with Canadian generally accepted auditing standards will always detect a material misstatement when it exists. Misstatements can arise from fraud or error and are considered material if, individually or in the aggregate, they could reasonably be expected to influence the economic decisions of users taken on the basis of these financial statements.

As part of an audit in accordance with Canadian generally accepted auditing standards, we exercise professional judgment and maintain professional skepticism throughout the audit. We also:

- Identify and assess the risks of material misstatement of the financial statements, whether due to fraud or error, design and perform audit procedures responsive to those risks, and obtain audit evidence that is sufficient and appropriate to provide a basis for our opinion. The risk of not detecting a material misstatement resulting from fraud is higher than for one resulting from error, as fraud may involve collusion, forgery, intentional omissions, misrepresentations, or the override of internal control.
- Obtain an understanding of internal control relevant to the audit in order to design audit procedures that are appropriate in the circumstances, but not for the purpose of expressing an opinion on the effectiveness of the Foundation's internal control.
- Evaluate the appropriateness of accounting policies used and the reasonableness of accounting estimates and related disclosures made by management.
- Conclude on the appropriateness of management's use of the going concern basis of accounting and, based on the audit evidence obtained, whether a material uncertainty exists related to events or conditions that may cast significant doubt on the Foundation's ability to continue as a going concern. If we conclude that a material uncertainty exists, we are required to draw attention in our auditors' report to the related disclosures in the financial statements or, if such disclosures are inadequate, to modify our opinion. Our conclusions are based on the audit evidence obtained up to the date of our auditors' report. However, future events or conditions may cause the Foundation to cease to continue as a going concern.
- Evaluate the overall presentation, structure and content of the financial statements, including the disclosures, and whether the financial statements represent the underlying transactions and events in a manner that achieves fair presentation.

We communicate with those charged with governance regarding, among other matters, the planned scope and timing of the audit and significant audit findings, including any significant deficiencies in internal control that we identify during our audit.

We also provide those charged with governance with a statement that we have complied with relevant ethical requirements regarding independence, and to communicate with them all relationships and other matters that may reasonably be thought to bear on our independence, and where applicable, related safeguards.

Iqaluit, Nunavut  
April 21, 2020

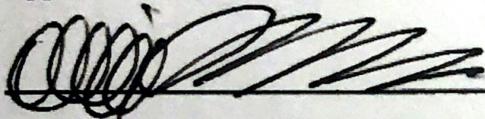


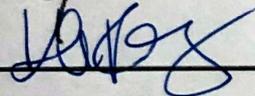
Chartered Professional Accountants

**NUNAVUT LAW FOUNDATION**  
**STATEMENT OF FINANCIAL POSITION**  
As at December 31, 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b><u>Assets</u></b>		
<b>Current</b>		
Cash	\$ 4,477	\$ 1,275
Temporary investments	251,919	259,260
Prepaid expenses	3,333	3,333
Due from Law Society of Nunavut	<u>5,408</u>	<u>4,970</u>
	<u>\$ 265,137</u>	<u>\$ 268,838</u>
<b><u>Liabilities</u></b>		
<b>Current</b>		
Accounts payable and accrued liabilities	\$ 4,549	\$ 3,799
<b><u>Members' Equity</u></b>		
<b>Unrestricted Fund</b>	<u>260,588</u>	<u>265,039</u>
	<u>\$ 265,137</u>	<u>\$ 268,838</u>

Approved on Behalf of the Board

  
\_\_\_\_\_  
Chairperson

  
\_\_\_\_\_  
Director

**NUNAVUT LAW FOUNDATION**  
**STATEMENT OF CHANGES IN MEMBERS' EQUITY**  
For the Year Ended December 31, 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Balance, Opening</b>	\$ 265,039	\$ 280,163
Excess expenses	<u>(4,451)</u>	<u>(15,124)</u>
<b>Balance, Closing</b>	<u>\$ 260,588</u>	<u>\$ 265,039</u>

**NUNAVUT LAW FOUNDATION**  
**STATEMENT OF OPERATIONS**  
For the Year Ended December 31, 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Revenue</b>		
Member levies	\$ 37,408	\$ 35,679
Investment income	4,448	3,944
ACLF meeting reimbursement	1,502	8,359
Unrealized gain (loss) on investments	746	(2,179)
Realized gain on sale of investments	<u>1,465</u>	<u>1,096</u>
	<u>45,569</u>	<u>46,899</u>
<b>Expenses</b>		
Administration	14,412	14,916
Advertising and promotion	100	100
Grants	25,674	38,800
Interest and bank charges	151	127
Professional fees	6,678	4,758
Travel	<u>3,005</u>	<u>3,322</u>
	<u>50,020</u>	<u>62,023</u>
<b>Excess Expenses</b>	<u>\$ (4,451)</u>	<u>\$ (15,124)</u>

**NUNAVUT LAW FOUNDATION**  
**STATEMENT OF CASH FLOWS**  
For the Year Ended December 31, 2019

	<u>2019</u>	<u>2018</u>
<b>Operating Activities</b>		
Excess expenses	\$ (4,451)	\$ (15,124)
Item not requiring an outlay of cash:		
Unrealized gain (loss) on investments	<u>(746)</u>	<u>2,179</u>
	(5,197)	(12,945)
Changes in non-cash working capital:		
Temporary investments	8,087	9,960
Due from Law Society of Nunavut	(438)	(1,687)
Accounts payable and accrued liabilities	<u>750</u>	<u>(5,500)</u>
<b>Net Increase (Decrease) in Cash and Cash Equivalents</b>	3,202	(10,172)
<b>Cash and Cash Equivalents, Opening</b>	<u>1,275</u>	<u>11,447</u>
<b>Cash and Cash Equivalents, Closing</b>	<u>\$ 4,477</u>	<u>\$ 1,275</u>

**NUNAVUT LAW FOUNDATION**  
**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS**  
For the Year Ended December 31, 2019

**1. Nature of the Organization**

The Nunavut Law Foundation is incorporated under the *Legal Profession Act* of Nunavut. The purpose of the Foundation is to conduct research, establish law libraries and contribute to the legal education of members and the people of Nunavut.

The Foundation is a not-for-profit organization and is exempt from income tax under Sec.149(1)(l) of the *Income Tax Act* (Canada).

**2. Significant Accounting Policies**

The financial statements have been prepared, on a going concern basis, in accordance with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations and include the following significant accounting policies.

**(a) Temporary Investments**

Temporary investments are recorded at market value. Cost is \$248,193 for the current year (2018 - \$256,280). Unrealized gains and losses are recorded directly to the statement of operations.

**(b) Fund Accounting**

The Unrestricted Fund accounts for the Foundation's general operating and administrative activities.

**(c) Revenue Recognition**

Interest and investment income and member levies are recognized as revenue in the period in which they are received or receivable if the amount can be reasonably estimated and collection is reasonably assured.

**(d) Contributed Goods and Services**

Volunteers contribute a significant number of hours to the Foundation in carrying out its service delivery activities. Due to the difficulty of determining their fair value, contributed services are not recognized in the financial statements.

**(e) Use of Estimates**

The preparation of financial statements in conformity with Canadian accounting standards for not-for-profit organizations requires management to make estimates and assumptions that affect the reported amounts of assets and liabilities, the disclosure of contingent assets and liabilities at the date of the financial statements and the reported amounts of revenue and expenses during the year. Significant item subject to such estimates and assumptions include the valuation of temporary investments and amounts due to and from the Law Society of Nunavut. Actual results could differ from those estimates.

**NUNAVUT LAW FOUNDATION**  
**NOTES TO THE FINANCIAL STATEMENTS**  
For the Year Ended December 31, 2019

**2. Significant Accounting Policies (continued)**

**(f) Financial Instruments**

The Foundation initially measures its financial assets and financial liabilities at fair value adjusted by, in the case of a financial instrument that will not be measured subsequently at fair value, the amount of transaction costs directly attributable to the instrument.

The Foundation subsequently measures all its financial assets and financial liabilities at amortized cost, except for derivatives and equity securities quoted in an active market, which are subsequently measured at fair value.

Financial assets measured at amortized cost include cash and due from Law Society of Nunavut. Financial assets measured at market value are temporary investments.

Financial liabilities measured at amortized cost include accounts payable and accrued liabilities.

Financial assets subsequently measured at amortized cost are tested for impairment when there are indicators of possible impairment. When a significant adverse change has occurred during the period in the expected timing or amount of future cash flows from the financial assets or group of assets, a write-down is recognized in net income. The write down reflects the difference between the carrying amount and the higher of:

- The present value of the cash flows expected to be generated by the asset or group of assets;
- The amount that could be realized by selling the asset or group of assets;
- The net realizable value of any collateral held to secure repayment of the asset or group of assets.

When events occurring after the impairment confirm that a reversal is necessary, the reversal is recognized in net income up to the amount of the previously recognized impairment.

It is management's opinion that the Foundation is exposed to interest and market risk arising from these financial instruments. Temporary investments will fluctuate in value with changes in market interest rate available and the global stock market. Unless otherwise noted, the fair value of these financial instruments approximate their carrying values.

**(g) Cash and Cash Equivalents**

Cash and cash equivalents are comprised of bank account balances net of outstanding cheques and short term highly liquid investments that are readily convertible to cash. Short term investments are recorded at the lower of cost or market value.